

## **LES CANADIENNES-FRANÇAISES VEULENT LEUR PLACE AU SOLEIL**

L'année 1995 sera l'année des changements pour l'ensemble des groupes représentant la francophonie minoritaire au Canada.

Depuis quelques années, les programmes d'appui financier aux groupes de langues officielles répartissaient également les coupures aux différents bénéficiaires. Voilà que l'année 1995 amenait les règles du jeu à changer! Plutôt qu'une répartition égale, les groupes avaient demandé une plus grande participation dans la sélection des projets ou dans l'appui de base offert aux groupes. Les groupes financés devenaient partenaires et gagnaient droit de regard en établissant les priorités de développement pour les communautés francophones.

Pour la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, un organisme de charité fondé en 1914 et rassemblant vingt-cinq groupes membres de toutes les provinces et territoires du Canada, à l'exception du Québec, c'était le moment de faire sa place au soleil. Les femmes, nous avons vu là une opportunité de faire connaître la visée de notre mouvement et négocier de nouveaux partenariats permettant de mieux réussir certains projets. Pourtant, après une année de participation aux consultations, à l'établissement de priorités de développement autant au niveau national qu'au niveau provincial et territorial, les femmes ont l'impression de regarder le train passer.

À titre de groupe-clientèle, les activités menées par les groupes de femmes (les dossiers prioritaires du mouvement) ne se retrouvent pas dans les «dix premières priorités» de la francophonie.

Lors d'un tour de table des membres de la Fédération nationale des femmes en juin 1996, nous entendions que déjà, avant ce changement de fonctionnement, les groupes de femmes éprouvaient d'énormes difficultés à mettre en valeur leur travail, leur apport à la communauté francophone! Certaines représentantes affirment que les «ressources à la disposition de la francophonie» sont déjà très réduites. Les femmes ont le réflexe de faire passer les besoins de leur communauté avant les besoins de la cause des femmes. Comme s'il y avait là une contradiction. Mais pourquoi ne voient-elles pas la valeur ajoutée de leur contribution en tant que femmes francophones?

À plusieurs reprises, dans différents cadres d'échange, j'ai eu l'occasion de poser la question à mes collègues-intervenants. Comment assurer une place aux groupes-clientèles dans ce nouveau processus de travail en partenariat? Tous, nous savons que des dossiers seront priorisés et que nous sommes à nous partager des ressources décroissantes. Ma question a été entendue mais peu discutée, on oublie de la noter au rapport de la rencontre, elle ne fait pas partie du document de réflexion sur toute la question des ententes Canada-communautés.

Il faut dire que le réseau de groupes de femmes francophones minoritaires connaît un développement très inégal. Parfois, un groupe provincial a pignon sur rue avec un bureau et ce qu'il faut de ressources pour planifier, coordonner et surtout faire connaître ce qu'entreprennent les groupes de femmes dans cette province. Ailleurs, on peut trouver un centre de femmes, où toute une programmation annuelle dessert les femmes d'une communauté. Mais très souvent, on retrouve une structure informelle, des activités à caractère social, du maillage et des groupes d'appui, beaucoup d'activités mais peu de suivi ou de continuité. Les femmes nous disent manquer de ressources et de souffle.

Les femmes estiment que la francophonie a besoin de plus de ressources pour défendre les droits et assurer le développement des communautés francophones. Par contre, elles s'étonnent que les priorités du mouvement des femmes francophones ne s'élèvent pas plus haut dans l'échelle de valeur de leurs collègues-intervenants. Ajoutons à cela qu'il y a toujours quelqu'un pour souligner que la présence de femmes lors d'un événement est suffisante pour représenter les intérêts des femmes. Pour assurer une place dynamique et positive du mouvement féministe en francophonie, il reste un long chemin à parcourir.

Au niveau international, on a compris il y a quelques années l'immense apport des femmes dans le développement. Au point où il est pratiquement impossible de s'impliquer dans ce développement sans adresser d'abord la question des femmes.

Serions-nous, dans la francophonie canadienne, un peu en retard sur ce point?

**Préparé par**

**Diane Vachon, directrice générale, FNFCF, 25 juin 1996**